

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SLMC

RETIA - Monsieur Ille -Tour Coupole - Bureau 27F85
2 Place Jean Miller - La Défense 6 - PARIS LA DEFENSE Cedex
92078 Nanterre

Références : 2026-071
Code AIOT : 0006600250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SLMC implanté Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLMC
- Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006600250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Languedocienne de Micron-Couleurs (SLMC), Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), a exploité des installations de fabrication de pigments de couleurs sur le site de MALVEZY à Narbonne (11) de 1965 à juillet 2008, date de la cessation définitive d'activité.

A partir de 2009, la société RETIA a été mandatée par SLMC pour conduire en son nom la mise en sécurité du site, sa réhabilitation et son suivi environnemental dans le cadre d'un contrat de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD).

Des actions de démantèlement et dépollution ont été entreprises entre 2009 et 2021 conformément à l'Arrêté Préfectoral n°2009-11-1899 du 15 juillet 2009 et à l'Arrêté Préfectoral n°2012-187-0009, du 6 juillet 2009.

La cessation d'activité et la surveillance environnementale post exploitation du site a été acté par arrêté préfectoral en date du 3 novembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23 février 2026 a permis de réaliser une visite du site, notamment au niveau du bassin B1 qui surplombe le Bassin de Régulation (BR) en contrebas, ainsi que de faire un point sur le suivi environnemental post exploitation mis en œuvre sur le site conformément à l'arrêté de 2022 qui l'encadre.

Concernant le suivi géotechnique, sur la base du rapport de suivi géotechnique 2025, l'inspection relève les points suivants :

- Stabilité talus pylône : au vu d'une part de la période de précipitations intenses sur le secteur du Narbonnais depuis début 2026 et, d'autre part, de la sensibilité du talus aval au pylône électrique aux variations hydriques (entre B1 et le BR) compte tenu de la sensibilité des marnes qui le composent, l'inspection demande de rajouter et réaliser un contrôle

supplémentaire sur ce point sous 1 mois.

- Intégrité du dôme B1 : l'inspection a constaté la présence de nombreuses herbes et arbustes sur le dôme du bassin B1 et notamment la présence de roseaux et de genêts. Dans ce contexte, et afin de préserver l'intégrité du système d'étanchéité mis en place sur la partie supérieure du bassin, il est demandé de procéder à l'enlèvement de ces herbes et arbustes sous 1 mois.

Concernant le suivi des eaux souterraines, sur la base du rapport de suivi 2024, l'inspection relève les points suivants :

L'inspection note qu'un bilan quadriennal est prévu sur la base des résultats 2023-2026. Ce dernier sera notamment l'occasion de faire le point sur les évolutions des paramètres suivis et de l'impact du site depuis sa réhabilitation.

Observation : l'inspection demande à l'exploitant de confirmer la bonne prise en compte des recommandations établies par le bureau d'étude, notamment sur l'inventaire des coupes piézométriques existantes et/ou une inspection caméra rapide des ouvrages (1 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique
Prescription contrôlée : [...] Concernant le bassin B1, afin de suivre l'évolution de ce dernier, la société SLMC met en place un programme de surveillance géotechnique (bornes topométriques ou cibles) à fréquence semestrielle. Afin d'établir ce programme et de permettre le choix du positionnement des cibles à suivre, l'exploitant fera réaliser une étude par un bureau d'étude spécialisé en géotechnique. L'exploitant réalise également un suivi visuel semestriel et après chaque épisode pluvieux important de type méditerranéen, du bon état du dôme du bassin B1, de l'absence de déplacement (abaissement/glissement) et de l'absence de création de zones d'infiltration d'eau (creusement/ravinement) sur ce dernier. L'ensemble des résultats sera transmis dans le cadre du bilan quadriennal précisé à l'article 7 par la société SLMC et seront accompagnés d'une interprétation. Un plan en annexe II au présent arrêté précise le positionnement des différents points de mesure déjà en place. Après mise en place du suivi du bassin B1, la société SLMC transmettra un nouveau plan à jour. Ce suivi peut être modifié, sur demande justifiée
Constats : Un programme de surveillance géotechnique a été mis en place par l'exploitant qui assure un suivi géotechnique du bassin B1 - à une fréquence semestrielle - et du bassin B2 - à une fréquence annuelle. Antea Group a été chargée de réaliser le suivi géotechnique de ces bassins. A cette fin, il effectue chaque semestre des mesures sur 3 ouvrages inclinométriques et le cabinet de Géomètres Experts ORRIT-BLANQUER procède aux levés de 29 cibles topométriques.

Le bilan annuel 2025 de suivi géotechnique conclut que :

"Le système de surveillance permet de mesurer les déplacements en surface et en profondeur et donc de détecter les signes précurseurs d'instabilité potentielle.

En 2025, le bilan de mesures est le suivant :

- *Digue du bassin B2 :*
 - *Les données inclinométriques pour l'ouvrage INC 18-16a ne montrent aucune évolution significative des déformations depuis 12 ans;*
 - *Les données inclinométriques pour l'ouvrage INC 17-16a mettent en évidence des variations principalement imputables au remplacement de la sonde inclinométrique, et non à des déplacements significatifs de l'ouvrage.*
 - *Les relevés topographiques présentent des déplacements verticaux qui témoignent des phénomènes de tassements des matériaux superficiels.*
- *Longrine en béton de la paroi tirantée sous la digue B2 :*
 - *Cibles P10 à P13 : Les déplacements mesurés sont faibles et suivent les mêmes tendances que les précédents exercices ;*
 - *La cible P14, positionnée sur la longrine, présente un déplacement horizontal récent de l'ordre de 2 cm orienté vers le nord. Cette évolution ponctuelle diffère des tendances observées sur les cibles P10 à P13 et justifie une attention particulière lors des prochains relevés.*
 - *La cible P15 : située sur la cunette en béton côté amont de la longrine indique un ralentissement de l'affaissement sur la période d'étude (à confirmer lors des prochains relevés)*
- *Dôme du bassin B1 :*
 - *La morphologie globale du dôme n'a pas subi de déformation significative sur la période analysée. Toutefois, des déplacements en direction du Sud-Ouest ont été observés au droit des cibles du dôme. Les prochaines campagnes de suivi permettront d'en apprécier l'évolution.*
 - *Les cibles B.147, B.148 et B.151 installées volontairement à l'extérieur du dôme présentent des déplacements du même ordre de grandeur que ceux mesurés à l'intérieur du dôme. Ces éléments suggèrent, à ce stade, que les mouvements observés ne sont pas directement liés aux travaux récents d'aménagement du dôme.*
- *Digue du bassin B1 :*
 - *Les déplacements cumulés depuis le mois juin 2023 montrent globalement de faibles mouvements en direction du sud-ouest (sens opposé à la pente). Les déplacements verticaux mesurés sont faibles et positifs.*
 - *L'inclinomètre INC 20-15a présente des variations principalement liées au remplacement de la sonde inclinométrique. Au regard de l'historique celles-ci ne sont pas interprétées comme des déplacements significatifs.*
- *Autour du pylône électrique :*
 - *Les cibles B134 à B136 ne présentent pas d'évolution significative depuis leur mise en place à l'automne 2018 ;*
 - *Les cibles B.137 et B.138 en pied de pylône, ne présentent pas de mouvements significatifs depuis leur mise en place en juin 2023.*

Par ailleurs, le suivi géotechnique est complété par deux inspections visuelles semestrielles, effectuées par un ingénieur géotechnicien. Aucun indice d'instabilité n'a été relevé au cours des visites des 26 juin et 26 novembre 2025 :

- *pour les bassins B1 et B2 : aucun indice d'instabilité n'a été constaté. Les travaux de réaménagement de ces bassins (à l'exception du bassin solide B2 qui n'est pas concerné)*

sont achevés ;

- pour le talus aval au pylône électrique entre le bassin B1 et le BR, la zone potentiellement instable est toujours visible et n'a pas évolué. **Notons toutefois le caractère menaçant du talus en l'état compte tenu de la sensibilité à terme des marnes vis-à-vis des variations hydriques** (cf. Etude de diagnostic - Rapport A137483/A du 29/08/2025)
- au niveau de la longrine béton située à l'aval du bassin solide B2, on constate toujours la présence d'un décollement du caniveau d'environ 5cm à l'Ouest de la longrine et à l'extrémité Est. Au niveau de ce décollement, un déplacement horizontal récent est observé en direction du Nord sur l'exercice en cours. **Tendance à surveiller.**

Au vu de l'ensemble des résultats et des observations de terrain, le suivi géotechnique effectué en 2025 confirme le comportement globalement satisfaisant de la digue Nord des bassins B1 et B2 vis-à-vis de la stabilité."

Au vu de ces éléments, l'inspection note la confirmation par le bureau d'étude du **comportement globalement satisfaisant de la digue Nord des bassins B1 et B2 vis-à-vis de la stabilité**. Toutefois, au vu d'une part de la période de précipitations intenses sur le secteur du Narbonnais depuis début 2026 et, d'autre part, de la **sensibilité du talus aval au pylône électrique aux variations hydriques (entre B1 et le BR) compte tenu de la sensibilité des marnes qui le composent**, l'inspection demande de rajouter et réaliser un contrôle supplémentaire sur ce point sous 1 mois.

Par ailleurs, l'inspection note que l'empierrement mis en place sur la partie basse du dôme de B1 a permis de limiter très fortement les phénomènes d'érosion constatés lors des dernières visites sur ce dernier.

Enfin, l'inspection a constaté la **présence de nombreuses herbes et arbustes sur le dôme du bassin B1 et notamment la présence de roseaux et de genêts**. Dans ce contexte, et afin de préserver l'intégrité du système d'étanchéité mis en place sur la partie supérieure du bassin, il est demandé de procéder à l'enlèvement de ces herbes et arbustes (1 mois).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Stabilité talus pylone : au vu d'une part de la période de précipitations intenses sur le secteur du Narbonnais depuis début 2026 et, d'autre part, de la sensibilité du talus aval au pylone électrique aux variations hydriques (entre B1 et le BR) compte tenu de la sensibilité des marnes qui le composent, l'inspection demande de rajouter et réaliser un contrôle supplémentaire sur ce point sous 1 mois.

Intégrité du dôme B1 : l'inspection a constaté la présence de nombreuses herbes et arbustes sur le dôme du bassin B1 et notamment la présence de roseaux et de genêts. Dans ce contexte, et afin de préserver l'intégrité du système d'étanchéité mis en place sur la partie supérieure du bassin, il est demandé de procéder à l'enlèvement de ces herbes et arbustes sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suivi eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi eaux souterraines
Prescription contrôlée : La société SLMC est tenue de réaliser le programme de surveillance des eaux souterraines suivant à fréquence semestrielle (Cf tableau dans l'arrêté sus-visé) Les résultats seront transmis dans le cadre du bilan quadriennal et seront accompagné d'une interprétation. [...]
Constats : Conformément aux obligations de l'arrêté préfectoral de surveillance environnementale, un suivi des eaux souterraines du site est réalisé. D'après le rapport d'analyse réalisée sur l'année 2024, les points suivants peuvent être notés : <ul style="list-style-type: none">• <i>"Les mesures de niveaux d'eaux de 2024 sont dans la continuité de celles réalisées en 2023. Le niveau du BR reste inférieur à l'ensemble des niveaux mesurés dans les piézomètres. Le BR draine globalement les eaux souterraines sous le site SLMC de Narbonne.</i>• <i>Pour les analyses chimiques, le piézomètre précédemment défini comme référent (Pz13-12a) a été conservé. Il permet de discuter des concentrations observées sur l'ensemble du site.</i>• <i>Les anciennes activités du site ont encore un impact sur la qualité des eaux souterraines. Les campagnes de 2024 ne mettent en évidence aucun nouvel impact significatif au niveau de la nappe. Les concentrations relevées sont globalement dans la continuité des précédentes campagnes.</i>• <i>Les points notables mis en évidence en 2024 sont les suivants :</i><ul style="list-style-type: none">○ <i>Concernant les composés azotés, on relève :</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>une légère hausse des concentrations en nitrates au droit de Pz16-16a depuis 2021. ,</i>■ <i>une nette hausse en nitrites sur l'ouvrage Pz19-15a depuis la campagne de novembre 2023,</i>■ <i>une stabilisation des concentrations en ammonium sur le piézomètre Pz26-05a autour de 10 mg/l après une tendance à la baisse depuis 2018.</i>○ <i>Concernant les sulfates, un maxima des concentrations est relevé ponctuellement au droit de Pz 19-15a en novembre 2024,</i>○ <i>Concernant le nickel, on note une stabilisation des concentrations au droit du piézomètre Pz 21-15a en aval de B1 qui avait connu une augmentation en 2023.</i>○ <i>Concernant le cadmium, on note une augmentation en novembre 2024 sur la chronique du Pz 29-19a (0,0524 mg/l), cette concentration constituant un impact. De telles concentrations avaient déjà été observées en mai 2020.</i>○ <i>Concernant les hydrocarbures, le pic détecté au droit de Pz 14-17a situé en aval de B2 en mai 2024 (821 g/L) constitue un maxima des concentrations mesurées."</i> <p>Par ailleurs, le rapport établit les recommandations suivantes :</p> <p>"Les résultats d'analyses obtenus en 2024 ne mettent pas en évidence de dégradation significative</p>

de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Des maximas de concentrations sont toutefois mesurés pour les hydrocarbures (Pz14-17a) et les sulfates (Pz 19-15a) lors de l'année 2024. Il est recommandé de continuer la surveillance des eaux souterraines conformément aux prescriptions réglementaires de l'AP du 03/11/2022. Afin de compléter l'état des connaissances concernant la description technique des ouvrages de surveillance (et notamment la connaissance des profondeurs des crépines), il est recommandé de procéder à un inventaire des coupes piézométriques existantes et/ou une inspection caméra rapide des ouvrages."

L'inspection note qu'un bilan quadriennal est prévu sur la base des résultats 2023-2026. Ce dernier sera notamment l'occasion de faire le point sur les évolutions des paramètres suivis et de l'impact du site depuis sa réhabilitation.

Observation : l'inspection demande à l'exploitant de confirmer la bonne prise en compte des recommandations établies par le bureau d'étude, notamment sur l'inventaire des coupes piézométriques existantes et/ou une inspection caméra rapide des ouvrages (1 mois).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'inspection demande à l'exploitant de confirmer la bonne prise en compte des recommandations établies par le bureau d'étude, notamment sur l'inventaire des coupes piézométriques existantes et/ou une inspection caméra rapide des ouvrages (1 mois).

Type de suites proposées : Sans suite